

INSTITUT DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE POUR LES ETUDES UNIVERSITAIRES

JOURNEES D'ETUDES DES 3 ET 4 MAI 1962

La situation agricole dans le monde
du point de vue de la Communauté Européenne

Introduction

par

Dr. S. L. MANSHOLT
Vice Président de la Commission de la C. E. E.

+ +
+

Messieurs,

Avant de parler de la situation agricole dans le monde du point de vue de la Communauté Economique Européenne, il faut tout d'abord que nous nous demandions : Est-ce que la création d'une Communauté Européenne, et plus spécialement la création d'une politique agricole commune, a vraiment une grande influence sur la situation agricole dans le monde ? Pour émettre un jugement, je crois qu'il est nécessaire, tout d'abord, que nous sachions quelle est en ce moment la situation et quels sont les projets et les perspectives d'avenir. Je vais donc, pour commencer, dire quelques mots de cette situation. J'ai précisément reçu hier le nouveau rapport de la F. A. O. "Commodity Review 1962", rapport qui traite des projets jusqu'en 1970, et quelques conclusions intéressantes me semblent pouvoir en être tirées. Nous constatons qu'en général la situation est caractérisée par des déséquilibres importants : d'un côté l'abondance, les surplus, de l'autre la faim, la sous-alimentation. La situation a beau s'être améliorée depuis la deuxième guerre mondiale, elle ne l'a été que dans une faible mesure, et sur certains points, on peut même dire que la situation s'est, depuis la guerre, détériorée.

En ce qui concerne la relation entre la production et la consommation, je crois que nous devons opérer, comme le fait d'ailleurs le rapport de la F. A. O., une distinction entre les pays à revenus élevés et les pays à revenus faibles. On parle beaucoup du fait que la Communauté doit s'efforcer d'aider les pays à revenus faibles, et je crois qu'il est intéressant d'examiner dans quelle mesure la chose sera possible dans l'avenir. En général, on constate que durant la période 1950-1960 le volume des exportations agricoles a augmenté, mais dans des proportions sensiblement moindres que les exportations non agricoles. D'autre part, en ce qui concerne les prix des produits agricoles, nous constatons que depuis 1954 environ, ceux-ci n'ont cessé de diminuer par rapport aux produits industriels. Dès lors, les "terms of trade" entre les produits agricoles et les produits industriels se sont aggravés : la valeur réelle des exportations est restée stable dans certains cas, dans d'autres elle a diminué.

C'est notamment le cas de l'Amérique latine, pour laquelle le montant des exportations en produits agricoles a diminué vers les pays industrialisés et vers les pays à revenus faibles. C'est un point intéressant pour nous, parce que nous savons très bien que dans nos négociations avec les Anglais - j'en parlerai plus loin - nous faisons un effort pour lier toute l'Afrique noire à notre Communauté, non seulement les pays déjà liés par l'Association, mais aussi tous les pays africains du Commonwealth. C'est pour cela que la position de l'Amérique latine vis-à-vis de l'Europe occidentale est des plus importante.

En ce qui concerne les exportations, nous devons, si nous voulons juger de la situation mondiale, surtout du point de vue de la Communauté, distinguer deux catégories de pays : les pays à revenus élevés et les pays à revenus faibles.

Considérons d'abord les pays tels que le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, plus ou moins industrialisés, dont on peut dire en tout cas que ce sont des pays à revenus élevés et qui se situent presque tous dans les zones tempérées. Nous constatons la possibilité de voir augmenter dans l'avenir les exportations de ces pays vers les pays à revenus faibles. Déjà elles ont augmenté au cours des années passées, surtout si l'on considère les programmes spéciaux, les programmes alimentaires qui ont eu leur influence. Mais si on examine les exportations d'un point de vue commercial, alors on constate qu'en matière agricole les exportations des pays des zones tempérées vers les pays à revenus faibles n'ont pas augmenté. La seule raison de cette situation est la pénurie de devises. Il y a beau avoir un grand manque de nourriture, ces pays ne peuvent pas avoir recours à l'importation, car leurs exportations ne sont pas suffisantes pour le leur permettre. Nous savons très bien qu'il y a un grand manque de nourriture, de protéines, domaine où se situe surtout la sous-alimentation, et il est vraiment malheureux qu'en 1962 nous ne soyons pas encore en mesure d'orienter d'une manière organisée les surplus de certains pays en protéines (viande, produits

laitiers, oeufs, etc.) vers les pays sous-alimentés à revenus faibles. On constate, au contraire, que les échanges commerciaux des produits alimentaires des zones tempérées continuent à se dérouler entre pays à revenus élevés.

Cependant, si l'on considère que les cinq premiers pays producteurs des zones tempérées pour ces produits sont : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Argentine, l'Uruguay, l'Afrique du Sud, on constate surtout vis-à-vis des zones industrialisées, tels que les Etats-Unis, l'Europe occidentale et, dans une certaine mesure, le Japon, un accroissement des exportations de la laine, de la viande, du lait et des céréales. Mais cet accroissement des exportations est moindre que celui de la population de ces pays, ce qui signifie que l'accroissement est beaucoup plus faible qu'il ne paraît à première vue.

En ce qui concerne les céréales et le lait - le rapport de la F. A. O. le dit très clairement - on peut craindre aux environs de 1970 une grave situation excédentaire sur les marchés : cela signifie que pour ces produits le commerce mondial et les possibilités d'exportations vers l'Europe occidentale seront en tout cas diminués, qu'il y ait Marché Commun ou non. Déjà sans Marché Commun on constate que l'augmentation de la production (des céréales et du lait par exemple) dans les zones industrialisées réduira les possibilités d'exportation de la Nouvelle-Zélande, de l'Australie ou, pour les céréales, des Etats-Unis, de l'Argentine et du Canada. Cette situation peut être aggravée par une mauvaise politique. J'en parlerai plus tard. Déjà sans stimulation de la production on constate que, dans les zones industrialisées surtout, l'augmentation de la production est telle que les besoins d'importation diminuent. Si l'on considère les politiques nationales des six pays - il n'y a pas encore de politique de Marché Commun, elle débute à peine cette année - on peut s'attendre à ce que cette situation prenne toute son ampleur d'ici une huitaine d'années.

De plus, nous constatons qu'il existe des écarts considérables entre, d'une part, les prix mondiaux des céréales et du beurre par exemple, et, d'autre part, les prix payés aux producteurs dans de nombreux pays, surtout en Europe occidentale. Je crois que nous pouvons dire que c'est là un de nos principaux problèmes : il n'y a pas eu moyen, jusqu'à présent en tout cas, de trouver un correctif à cette situation. Pour les céréales et les produits laitiers, les prix sont garantis dans tous les pays. Dans les pays producteurs industrialisés, on constate que les prix sont maintenus à un certain niveau pour accorder une rémunération équitable à la population agricole, pour protéger l'agriculture, pour maintenir une certaine parité de revenus entre la population agricole et non agricole. Il est impossible, dans ce cas, d'envisager de rétablir la situation au moyen d'un développement du marché, sauf, naturellement, si la Communauté décide de suivre une autre politique, une politique générale, non seulement en Europe occidentale, mais aussi aux Etats-Unis et dans quelques autres pays.

Je crois que pour l'avenir cette question de politique est à considérer comme une nécessité. Aussi, dans la Communauté il y aura une forte pression en faveur d'une protection des prix (une protection tout à fait normale à mon avis); on ne peut pas dire que ce soit mauvais, bon ou nécessaire si l'on considère que la rémunération de la population agricole est encore, en ce moment, sensiblement en-dessous de la rémunération de la population non agricole. On a beau dire qu'il faut suivre une politique de développement de structure, améliorer la productivité dans l'agriculture, cela prendra dix à quinze ans. Pendant cette période il est tout à fait clair qu'aucun gouvernement - ni d'ailleurs le Conseil de Ministres de la Communauté ni la Commission - ne pourra y faire quelque chose. Il y aura un soutien des prix, mais nous pouvons espérer qu'au moyen d'un grand programme d'améliorations structurelles nous pourrions faire baisser les frais de production et dès lors rétablir la situation. Ceci est un développement qui, à mon avis, a quelque chose

à faire avec la C. E. E. , mais dans lequel la C. E. E. n'est pas décisive. Avec ou sans C. E. E. , dans toutes les zones industrielles on connaît une certaine protection agricole basée sur le soutien des prix et une certaine garantie de parité de revenus.

Parlons à présent des exportations des pays à revenus faibles. Là, notre responsabilité est grande. Nous sommes, en effet, - je parle de la Communauté élargie avec le Royaume-Uni - le plus grand importateur de produits venant de ces pays. En ce qui concerne l'agriculture en particulier, on peut dire qu'à peu près 80 % des importations des produits tropicaux et semi-tropicaux (où l'on trouve le plus de pays à revenus faibles) sont absorbés par des pays à revenus élevés, les Etats-Unis et l'Europe occidentale.

On peut, bien entendu, envisager une certaine augmentation dans l'importation de certains produits tropicaux, tels que le cacao, le café, les bois tropicaux et, en moindre proportion, le caoutchouc, mais l'augmentation de la consommation de ces produits dans les pays industrialisés, quoique réelle, reste relativement faible. Dans la Communauté élargie nous envisageons sur les marchés les plus importants concernant ces produits une augmentation des possibilités d'importation de 1,5 % par an. Mais on constate, d'une part que l'accroissement de ces importations est à peu près parallèle à l'accroissement de la population des pays exportateurs et que, d'autre part, - ceci est un fait important - vers 1970 la consommation par tête des pays importateurs sera proche du point de saturation. Il est un fait que si de 1910 à 1940 la consommation par tête a été en augmentant, il y a des limites et qu'un moment viendra où nous ne pourrons plus boire plus de lait ni manger plus de fruits, de viande ou de légumes. Nous constatons déjà cette situation aux Etats-Unis, où la tendance pour certains produits est pratiquement horizontale. En Europe occidentale aussi cette tendance apparaît déjà pour certains produits. Les importations se stabiliseront donc et une plus grande partie du revenu - avec comme résultat une augmentation du niveau de vie en Europe occidentale - sera consacrée à des dépenses autres que les dépenses de nourriture.

Pour certains produits nous pouvons entrevoir de grandes difficultés pour l'avenir si nous ne prenons pas des mesures en vue d'organiser le marché : je pense en particulier au sucre, aux huiles végétales et aux matières grasses végétales. Des conflits surgiront entre les producteurs des pays à revenus faibles et ceux des pays à revenus élevés. Nous le constatons déjà en ce moment pour le sucre - sucre de betterave et sucre de canne -, pour la canne à sucre aux Etats-Unis qui est en concurrence avec des pays à revenus faibles, pour les matières grasses végétales, tels le soja des Etats-Unis et la rési du Sénégal qui sont en concurrence sur notre marché et pour lesquels nous avons déjà conflit d'intérêts.

Nous devons développer notre politique d'association avec les pays africains. En général, les Etats-Unis disent que la chose est nécessaire du point de vue politique, mais il est tout à fait clair que les grands producteurs de soja ont un tout autre point de vue. On commence à nous dire : il faut être très prudents, ne pas discriminer, etc. Nous sommes face aux difficultés et, de plus en plus, je suis certain qu'à l'avenir nous aurons des conflits.

Je voudrais parler à présent de notre politique et là aussi je voudrais vous citer quelques faits et leurs conséquences pour que vous puissiez apprécier la situation :

Ainsi, l'augmentation de la production des produits de zones tempérées se constate surtout dans les pays industrialisés, la C. E. E. , les Etats-Unis. Résultat : faible accroissement et même, dans certains cas, diminution des possibilités d'importation. En général, nous constatons pour ces produits, sans qu'il y ait stimulation des prix, une augmentation de la production de l'ordre de 4 % par an due à des améliorations techniques, à l'usage de "fertilizers", à l'introduction de nouvelles espèces, etc. , et parallèlement une augmentation de consommation à peu près équivalente.

Pour les pommes de terre on note une diminution de la consommation. Pour le pain la situation est stable, peut-être même peut-on prévoir une légère diminution pour l'avenir. Quant aux céréales fourragères, aux oeufs, à la volaille, à la viande de porc il y a augmentation de consommation, mais l'allure générale du développement agricole dans nos pays d'Europe occidentale est suffisante pour couvrir cette augmentation. Nous constatons aussi que certains programmes nationaux dans nos pays membres, notamment en France en ce qui concerne la production de céréales et de produits laitiers, peuvent nous occasionner dans l'avenir de graves difficultés. Nous croyons, en effet, que le planning français en matière de production de produits laitiers manque de réalisme. S'il n'y a pas de changement, il nous mènera à de grands surplus en protéines, en matières grasses, tel le beurre par exemple, dont il y a un grand manque dans le monde, ce qui veut dire qu'un tel programme, si on veut le suivre, doit être accompagné d'un plan d'aide aux pays sous-développés - j'y reviendrai plus tard - .

Nous devons constater, si nous considérons les possibilités d'importation de produits tropicaux et surtout de produits de zones tempérées, que le relèvement de l'économie des pays sous-développés ne peut être basé sur les exportations traditionnelles. Si nous considérons l'augmentation du niveau de vie dans ces pays comme une nécessité, - dans un rapport des Nations Unies "The Economic Commission for Europe of the United Nations" on se base sur une augmentation du niveau de vie de 3 % par an - il apparaît indispensable que les importations des pays sous-développés d'Amérique latine, d'Afrique, du Moyen Orient et d'Extrême Orient, augmentent dans les vingt années à venir de ± 250 %, c. -à-d. d'environ 12,5 % par an. En valeur cela veut dire qu'il faut, en vingt ans, faire passer les importations annuelles de 19 milliards de dollars à près de 50 milliards de dollars. Mais ces importations doivent être payées. Comment ?

.../...

Il est, bien entendu, possible d'accorder des aides financières, de verser à ces pays des capitaux pour leurs installations, leur industrialisation, l'amélioration de leur niveau de vie, etc. Tous les pays ont un vaste programme d'aide aux pays sous-développés; on en parle beaucoup et, même si on ne fait pas assez, on ne peut nier qu'il y ait une aide. Je veux être optimiste : disons que dans l'avenir un huitième des besoins d'importation des pays sous-développés sera couvert par une augmentation de l'aide extérieure. Reste alors que la plus grande partie doit être couverte par les exportations. Ici intervient un facteur incertain : qu'est-ce que peut faire, veut faire et va faire le secteur sino-soviétique ? Nous ne le savons pas, mais nous devons bien comprendre que plus ils feront dans le domaine de l'importation des produits que nous ne pouvons ou ne voulons pas importer, plus ils renforcent les liens qu'ils ont avec les pays sous-développés. C'est pour nous une raison supplémentaire d'être très actifs si nous voulons éviter qu'une trop grande attache économique se crée entre les Soviets et les pays sous-développés. On peut penser, suivant en cela une estimation des Nations-Unies, que dans les quinze années à venir nous devons - je parle de l'Europe occidentale - augmenter nos importations d'à peu près 8 milliards de dollars en produits de ces pays et, vu les chiffres que j'ai déjà cités, il est impossible que cette augmentation ait lieu en importations traditionnelles. Cela signifie que l'augmentation de l'économie et du niveau de vie des pays concernés dépend de leurs exportations en produits industriels et que nous devons dans l'avenir importer de ces pays des produits manufacturés ou semi-manufacturés. Ceci est tout à fait clair et j'espère une chose, c'est que les industriels qui nous disent que la politique agricole doit être libérale, prennent la même position en ce qui concerne leur secteur. Je me permets d'avoir des craintes à ce sujet. Que voyons-nous en effet en ce moment en ce qui concerne le jute pour lequel le Pakistan a récemment développé ses fabrications ? On cherche à se protéger par des tarifs excessifs; je suis sûr que, si en Afrique on commence à développer des industries dont les produits sont dirigés vers nos marchés, la pression pour obtenir une plus grande protection sera très forte. Nous sommes

cependant persuadés qu'il est indispensable d'aider les pays sous-développés et je crois que la grande question des importations en Europe occidentale ne sera pas celle des produits agricoles, mais bien celle des produits industriels.

Maintenant, je voudrais dire quelques mots de notre politique agricole. On prétend dans les pays exportateurs que notre politique est protectionniste, est autarchique. Je dis : non. Il n'y a pas encore de politique, il n'y a encore qu'un mécanisme. Ce mécanisme est neutre et donne toute possibilité d'appliquer une politique protectionniste, autarchique, mais aussi une politique libérale. Rien n'est encore décidé en ce qui concerne le fonctionnement du mécanisme, à savoir la politique des prix. Le prix a, en effet, une grande influence sur la production : le prix élevé de certains produits stimule leur production; c'est pour cette raison que la politique des prix sera décisive pour notre production en relation avec la consommation. Là nous constatons que nous n'avons pas une très grande marge, le degré de saturation de notre marché étant très élevé. Même en incluant le Royaume-Uni et le Danemark - parce que le Danemark va suivre - la saturation est à peu près de 80 % en général, avec une augmentation de production de 4 %, parallèle à celle de la consommation. Nous savons donc très bien que nous n'avons pas beaucoup de marge, que nous avons de grandes responsabilités mondiales et c'est pour ces raisons que, pour la définition de notre politique pour l'avenir, il est très important de voir ce qui se développera à ce moment, quelles sont les intentions des gouvernements, ce que dit le rapport annuel de la Commission, ce qui se développe dans les parlements nationaux et au sein de tous les organes qui s'occupent de la politique agricole ou de politique économique en général. Je veux vous dire que nous sommes en train de développer un rapport annuel où l'on trouvera tous les chiffres relatifs à la production, la consommation, les prix, les marges dans la distribution, la tendance de la consommation pour les Six et nous espérons pour les sept, huit ou neuf pays, chiffres qui devront être la base de notre politique.

Quelques produits sont importants. En ce qui concerne les céréales, nous sommes encore importateurs : 8 millions de tonnes net, 20 millions de tonnes avec le Royaume-Uni. C'est une grande quantité : nous sommes les plus grands importateurs du monde vu que 60 % environ du commerce mondial des céréales se dirige vers la Communauté élargie.

Quelles seront à l'avenir, dans ce domaine, les possibilités d'exportation ? Cela concerne surtout les pays des zones tempérées à revenu élevé tels que le Canada, les Etats-Unis, l'Australie, de même que l'Argentine dont la position est naturellement différente. Cela dépend en grande partie de la situation en France, car il y aura, à mon avis, une augmentation de la production des céréales en France. Tout nous porte à le croire, notamment le fait qu'il y a de grandes possibilités d'augmenter la production à l'hectare et que l'utilisation des engrais est encore relativement basse. D'autre part, il y a la situation politique, le fait que tous ceux qui peuvent revenir d'Algérie peuvent avoir une influence sur la production. Nous estimons donc qu'une augmentation de la production française de 3 à 4 millions de tonnes d'ici une dizaine d'années semble très plausible.

Naturellement, nous devons fixer un prix. Nous avons le prix européen qui a été fixé cette année par le Conseil à DM47,50 les 100 kilos comme le prix supérieur et à DM35,70 les 100 kilos comme le prix inférieur. L'écart étant de DM11,80. Dans un marché commun à politique commune - et cette année nous l'avons - il peut y avoir entre les zones excédentaires, comme la France, et les zones déficitaires, comme l'Allemagne, une différence de prix de l'ordre de DM 4, -, ce qui correspond au coût du transport en marché libre. Il y a donc en fait une marge d'environ DM 7, -, qui reste fort élevée. Les décisions que nous prendrons à l'avenir au sujet de ces DM 7, - sont très importantes en ce qui concerne les questions agricoles dans la situation mondiale de notre Communauté. Je ne voudrais pas faire des estimations, mais je crois qu'en six ans une augmentation de DM 3, - sur les prix actuellement pratiqués en France, sera supportable.

Cela nous mettrait environ à mi-chemin et sur dix années représenterait 50 pfennigs les 100 kilos par an. Je crois que ce serait une bonne base de départ que de dire, bon, chaque année nous le faisons et nous voyons les résultats pratiques. Il faudrait envisager une baisse du même ordre, même un peu plus élevée, en Allemagne où le prix est trop haut. Une baisse qui devrait être de l'ordre de DM 4, - est évidemment beaucoup plus difficile à réaliser qu'une hausse, mais elle nous amènerait à la possibilité d'avoir un prix raisonnable, à notre avis, pour l'Europe. S'il était possible de niveler dès aujourd'hui, je crois que cela donnerait de grands avantages. Il est préférable de couper la queue d'un chien en une fois qu'en sept, c'est clair, mais je ne crois pas que la chose soit possible en ce moment. Enfin, pour clôturer la question des céréales, disons que nous pouvons prévoir en tout cas une diminution des importations qui sont pour l'instant de 20 millions de tonnes et qui pourraient être dans une dizaine d'années de 15 millions de tonnes environ.

Parlons à présent des produits laitiers qui, bien plus que les céréales, sont notre grand souci parce que nous n'avons pas la possibilité de freiner la production du lait vu que le prix n'a pas ici, comme c'est le cas pour les céréales, une influence prépondérante sur la production. Il y a bien la possibilité de diriger la production vers la viande bovine en pratiquant des prix relativement élevés pour la viande bovine et relativement bas pour les produits laitiers, mais je dis bien "relativement" car les possibilités politiques dans ces domaines ne sont pas très grandes. On peut même dire que, pour certaines régions en tout cas, la baisse du prix du lait peut provoquer une certaine hausse de la production parce que l'agriculteur n'ayant pas les moyens de trouver d'autres productions, reste lié à la production du lait et cherche à maintenir son revenu. Tous les pays ont des difficultés en ce qui concerne le lait : les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, les pays européens. Aussi nous dans la Communauté et la Communauté élargie, nous pouvons nous attendre à de grands problèmes en matière de produits laitiers.

Je vous dirai que la Commission a décidé hier de ce qu'elle proposerait au Conseil en matière de politique du lait, mais je ne peux pas dire que cela offre une solution. Pas du tout, c'est une organisation du marché sans plus. Je crois que c'est seulement un appliquant une bonne politique structurelle dans notre Communauté que nous pourrions améliorer la relation entre la production et la consommation. D'autre part, c'est en aidant à l'augmentation de la consommation en protéines dans les pays sous-alimentés que nous parviendrons à résoudre entièrement le problème. Cela coûtera de l'argent, mais c'est une solution. Nous avons des régions entières dans les régions montagneuses où la production de lait, marginale, doit disparaître. Je crois que notre politique en matière de produits laitiers en particulier doit s'orienter vers le développement d'une politique structurelle régionale, mais aussi nationale et communautaire, pour diminuer la production du lait et la réserver aux régions ayant les coûts de production les plus bas. Cela, vous ne le trouverez pas dans notre proposition qui n'est qu'un mécanisme pour organiser les marchés à la manière communautaire; la vraie politique du lait sera une des plus difficiles. Je dirai tout de suite que nous n'avons pas cherché la protection du lait par une augmentation des tarifs ou le contingentement des matières grasses végétales - la margarine - parce que notre responsabilité vis-à-vis des pays sous-développés nous amène à suivre une politique très libérale en matières grasses végétales. Il y a bien pour les huileries un tarif de 8 % qui est beaucoup trop élevé, mais c'est un tarif industriel qui n'a rien à faire avec l'agriculture. Non, nous ne voulons pas de protection de cette manière. Vous voyez là que nous cherchons toujours à suivre une politique pure : je veux dire par là que le problème laitier doit se résoudre par une politique laitière; nous ne pouvons mettre des pays africains ou les américains latins en difficulté pour aider nos agriculteurs producteurs de lait.

Je voudrais terminer en traitant de la question suivante : qu'arrive-t-il si le Royaume-Uni entre dans le Marché Commun ?

Constatons que nous formons à ce moment là, ensemble, le plus grand importateur mondial en céréales : 60 % du commerce mondial, en produits laitiers : 70 % ; en viande : 75 % environ. Cela nous donne naturellement une grande responsabilité, notamment en ce qui concerne le niveau de vie de nos agriculteurs, et nous oblige à être très prudents en matière de politique agricole. Celle-ci n'est plus sous le contrôle du GATT, et pour à peu près tous les produits qui tombent sous l'application d'une politique agricole commune nous avons consolidé notre situation pour les six pays. Cela nous permet de faire ce que nous voulons comme le font les pays nationaux. Les Etats-Unis ont une "general waiver" - ce fut leur condition avant d'entrer dans le GATT - et il faut bien reconnaître que dans le domaine agricole ils peuvent tout faire.

On a dit les Anglais très libéraux en matière de politique agricole. Ce n'est pas vrai. Nous constatons, en effet, qu'au moyen d'une politique de subvention il est possible d'influencer le commerce mondial d'une manière peut-être plus efficace encore qu'au moyen de tarifs. Le Royaume-Uni a augmenté sa production; il y avait de bonnes raisons, je ne critique pas; mais je constate que par une politique nationale les Anglais pouvaient faire tout ce qu'ils voulaient, aussi bien que les Hollandais et les Allemands. Nous pourrions le faire aussi à l'avenir; c'est pour cette raison que les règles du GATT ne peuvent plus être appliquées dans le domaine agricole. Nous devons renouveler le GATT et, à mon avis, il est absolument nécessaire que, soit au sein du GATT, soit au sein d'un autre organisme, mais en tout cas sur une base mondiale, il y ait un développement vers ce que nous appellerons un code de bonne conduite en matière de politique agricole. Il faut pour juger d'une politique agricole se demander si elle ne heurte pas d'une manière déraisonnable les intérêts des pays exportateurs, soit sous-développés, soit des zones tempérées. Je crois qu'au moment où l'Angleterre entre dans notre Marché Commun la chose est décisive pour le Marché Commun aussi bien que pour l'Angleterre. La question est tellement importante et la politique agricole est tellement

décisive pour les politiques commerciales que nous devons nous accorder avec les pays exportateurs pour une politique agricole commune, comme doivent s'adapter aussi les politiques nationales des Etats-Unis, de l'Argentine, du Canada, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

Quand la Nouvelle-Zélande dit en ce moment : "nous voulons en tout cas avoir des "comparable outlets" de nos produits laitiers sous forme de 240.000 tonnes de beurre sur le marché de la Communauté élargie", je réponds : "vous pouvez le demander, mais la chose est impossible; il faut aussi adapter votre politique". Quand nous constatons que les matières grasses végétales opèrent une telle concurrence sur nos marchés, nous ne pouvons pas penser que dans l'avenir on consommera encore les mêmes quantités de beurre, d'autant plus que l'amélioration de la qualité des margarines est tellement évidente. Nous devons donc dire aux Néo-Zélandais que, pour une certaine période peut-être, ils peuvent obtenir des "comparable outlets" pour leurs exportations, mais qu'en tout cas il faut qu'ils envisagent une adaptation de leur agriculture et transforment leur production laitière en une production de viande par exemple. Nous devons discuter les problèmes ensemble et je suis très heureux que les Six aient commencé de pratiquer une politique agricole commune. Les Anglais suivent. Je suis sûr que les Anglais acceptent grosso modo, moyennant quelques aménagements, la politique agricole et la chose devient alors décisive; cela nous amène à un engagement mondial en ce qui concerne une politique agricole commune : garantie d'importation de certains produits, accords sur les prix, sur une politique des stocks, sur une politique de production, et, last but not least, à mon avis, sur une politique d'aide aux pays sous-développés quand il y a des surplus, quand il y a des excédents, non pas pour se dégager des excédents, mais pour suivre une vraie politique d'aide en aménageant la politique agricole des zones tempérées de manière à ce que l'aide soit donnée là où elle est nécessaire et dans les domaines requis.

C'est sur ces mots que je terminerai mon exposé. Je vous remercie de votre attention.